



UNION REGIONALE PARISIENNE

26, RUE DE MONTHOLON
PARIS - (9EME)

TROTSKYSME ET SYNDICATS

**- LES ORGANISATIONS
TROTSKYSTES**

**- TROTSKYSME
ET SYNDICATS**

**- DEMOCRATIE SYNDICALE
ET DROIT DE TENDANCE**

PRIX : 1F60

Imprimé au siège de la C.F.D.T., 26, rue de Montholon-PARIS (9e)

DÉMOCRATIE SYNDICALE

ET DROIT DE TENDANCE

Ce document est une contribution à la réflexion qui doit s'instaurer dans toutes les organisations sur le Trotskyisme. Plusieurs groupes ou partis se réclament de TROTSKY. Plusieurs d'entre eux, de par la conception qu'ils ont du syndicalisme, nous posent des problèmes notamment sur le plan du fonctionnement démocratique de l'Organisation.

Pour aborder ces problèmes, qui ne sont pas nouveaux, dans de bonnes conditions, les militants de la C.F.D.T ont besoin de connaître les perspectives et la stratégie développées par les organisations trotskystes. Ce document a été réalisé dans le but de favoriser cette connaissance et ainsi d'aider les militants dans leur action et réflexion.

0 0

0

Depuis quelque temps des militants appartenant à différentes organisations politiques posent le problème de la reconnaissance du droit de tendance ou de fraction politique à l'intérieur de la C.F.D.T.

A les en croire et pour étayer leur thèse :

- 1) - la C.F.D.T serait actuellement entre les mains d'une des tendances du mouvement ouvrier (1)
- 2) - la démocratie syndicale implique la reconnaissance pour les trois courants fondamentaux du mouvement ouvrier du droit de tendance,
- 3) - le refus du droit de tendance revient à cacher aux travailleurs les divergences de fond qui peuvent exister entre ces courants,
- 4) - le droit de tendance est la meilleure façon de combattre toute pratique "fractionniste" manipulatoire.

(1) Pour la Ligue Communiste, il existe trois grands courants politiques à la C.F.D.T :

- " - Un courant réformiste classique se rapprochant de plus en plus du Parti Socialiste,
- Un courant réformiste de gauche proche de la direction du Parti Socialiste Unifié,
- Un courant révolutionnaire."

Deux organisations posent clairement le problème de la reconnaissance du droit de tendance ou de fraction. Il s'agit de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière qui sont toutes deux des organisations trotskystes.

Face à ces militants, nous n'avons à faire preuve ni de sectarisme ni "d'angélisme". Il nous faut au contraire être lucides et informés sur les objectifs et conceptions de ces organisations.

Ce dossier présente successivement et succinctement::

- Les organisations trotskystes et leur stratégie,
- Leur conception de l'organisation et de la démocratie syndicale,
- La position de la C.F.D.T sur le problème des tendances et fractions.

Nous sommes conscients du fait que ce n'est pas en quelques pages que l'on peut présenter un panorama complet et le plus objectif possible des différents groupes trotskystes.

C'est pourquoi nous spécifions bien qu'il s'agit d'amorcer une première réflexion qui devra se poursuivre dans toutes les organisations.

Nous signalons que la Confédération a demandé à chacune des organisations qui se réclament de TROTSKY d'élaborer une note de présentation. Cette note fut diffusée à l'ensemble des Fédérations et Unions Départementales, et est à la disposition des militants.

0 0
0

RÉFLEXIONS GÉNÉRALES

SUR LE TROTSKYSME

I - UNE SYNTHÈSE DIFFICILE

Faire une synthèse aussi objective que possible n'est guère aisée. La famille trotskyste est une famille divisée. De plus ses membres, frères ennemis, ont un langage commun dont la subtilité échappe parfois à l'observateur extérieur. Aussi, à moins d'être soi-même "un enfant du prophète" et encore, n'est-il pas facile de cerner l'essentiel de ce qui divise, et plus rarement unit, le mouvement trotskyste.

Une première précaution s'impose. Le terme de "trotskyste" a été abondamment utilisé par les staliniens dans un sens péjoratif - mais finalement accepté par les intéressés eux-mêmes -, ceux-ci préfèrent qu'on les désigne sous l'appellation de "marxistes révolutionnaires". Nous emploierons ici le terme de "trotskyste" par commodité, celui de "marxiste révolutionnaire" pourrait faire confusion étant donné qu'il recouvre une partie du mouvement ouvrier plus large que le courant trotskyste. On entendra donc par "trotskystes" tous ceux qui se réfèrent à la fois à LENINE (indiscuté) et à TROTSKY, que ce soit une référence large et souple (Ligue Communiste et A.M.R) ou religieuse et sectaire (O.C.I - A.J.S).

II - UN TRIPLE REFUS

Le trotskysme apparaît d'abord - en même temps qu'un souci de retour à l'esprit et à la pratique du marxisme révolutionnaire - comme un triple refus :

- refus de la social-démocratie, réformiste, électoraliste, irréversiblement intégrée à la société bourgeoise,
- refus du stalinisme, jdanovien (1) ou libéral, trahison bureaucratique de la révolution, caricature du socialisme,
- refus de l'"ultra-gauche", spontanéiste, anarchiste, terroriste.

A un deuxième niveau, le trotskysme est aussi une critique acerbe de ce que, dans le langage des "enfants du prophète" (2), on appelle le "centrisme". Il s'agit des partis, généralement socialistes de gauche qui se situent entre, d'une part, la social-démocratie ou le stalinisme et, d'autre part, le marxisme révolutionnaire. Le type même de cette organisation est le P.S.U.

Mais cette attitude fortement critique n'empêche nullement des formes d'alliances plus ou moins durables avec l'un ou l'autre de ces courants et même, dans certaines circonstances ou pour certains groupes, la tentative de noyautage à l'intérieur.

(1) du nom de JDANOV (mort en 1948), grand épurateur des intellectuels à partir de 1946.

(2) expression de J. ROUSSEL dans l'ouvrage du même nom paru récemment aux Editions Spartacus.

III - LE PROBLEME DU MODELE DE SOCIALISME

S'il existe des "gauchistes heureux" qui prennent pour phare la pratique de tel ou tel Etat non capitaliste actuel (ce peut être la Chine ou l'Albanie), les trotskytes ne disposent pas aujourd'hui d'un modèle sur lequel ils puissent s'appuyer - ainsi que les partis communistes l'ont fait pendant des années avec l'U.R.S.S. Les "références" du trotskysme sont, en dehors de la Commune de 1870, les premières années de la révolution soviétique qui précédèrent la prise du pouvoir par la fraction stalinienne du parti bolchevique. Il s'agit en fait de la période 1917-1923. On peut même se demander si TROTSKY lui-même n'a pas remis en cause certains aspects de la pratique de ces années qu'il tendait à considérer comme bureaucratique (cf. Cours nouveau (3) Cf. aussi le jugement porté par LENINE sur les méthodes d'action de son propre parti). De plus, tous les marxistes insistent sur le fait que les conditions socio-politiques dans lesquelles s'est produite la révolution d'Octobre sont nécessairement différentes de celles qui entoureraient une rupture radicale dans un pays tel que la France des années 1970 (ne serait-ce qu'au niveau de la conscience même de la classe ouvrière et de son poids relatif par rapport aux couches paysannes) (4).

La stratégie préconisée par le mouvement trotskyste repose sur la perspective d'une montée des luttes - « à peu près tous les groupes perçoivent, en dehors de l'O.C.I., depuis 1963 environ - d'une radicalisation croissante de l'opposition entre la classe ouvrière et la bourgeoisie qui aboutit à la constitution de comités de grève ou d'usine, lesquels mettent sur pied une forme de pouvoir ouvrier. On aboutit donc à une situation de "double pouvoir" qui ne peut durer et conduit nécessairement à l'affrontement avec le pouvoir "légal", c'est à-dire celui de la bourgeoisie. Or, cet affrontement ne peut prendre que la forme armée ce qui suppose l'armement du prolétariat sur les lieux de travail. Il y a là une notion centrale dans la réflexion trotskyste : le courant marxiste révolutionnaire estime qu'il n'y a pas de passage pacifique possible au socialisme, or par les moyens "légaux" (c'est-à-dire dans le cadre de la loi de la classe dominante), ou bien la gauche pratique une politique de simples réformes (et il n'y a pas de transition au socialisme), ou bien elle essaie d'aller plus loin, mais alors elle ne dispose pas de moyens d'affrontement avec la bourgeoisie. C'est tout le problème du Chili actuel. L'absence de préparation à la lutte de classe la plus âpre est un des thèmes-clé de la critique que font les trotskystes à l'égard de la gauche communiste et socialiste et, en particulier, au programme commun du gouvernement.

IV - LES RAPPORTS DU POUVOIR

On peut essayer de dessiner le type de rapports du pouvoir auquel aspirent les trotskystes.

L'organisation sans doute la plus explicite à cet égard est la Ligue Communiste. Le socialisme, qui ne pourra se réaliser pleinement que dans le cadre mondial, c'est avant tout la mise sur pied d'un Etat ouvrier (5) -celui-ci

(3) Dans TROTSKY. De la Révolution. Editions de Minuit. 1963.

(4) Il y a cependant dans l'essentiel du courant trotskyste (au moins L.C., A.M.R. et Révolution) un jugement très positif à l'égard des révolutions chinoise, vietnamienne et cubaine, même s'ils peuvent estimer que les Etats qui seront créés à partir des soulèvements populaires ne pratiquent pas la politique de leur choix. Seul peut-être le Nord-Vietnam échapperait actuellement - dans ces groupes on sait que ce n'est pas le cas de l'AJS, CCI et de LO - à toute critique.

(5) Les marxistes, à la différence des anarchistes, affirment que la révolution socialiste ne peut supprimer ipso facto l'Etat. Elle doit briser l'Etat bourgeois mais y substituer une autre forme : l'Etat ouvrier.

étant transitoire et dictatorial (il s'agit de la dictature des prolétaires à l'égard des membres de l'ancienne classe dirigeante) - un "Etat qui n'est rien d'autre que l'organisation nationale des conseils et milices ouvrières" (Manifeste de la Ligue. Maspéro. 1972). L'existence de conseils ouvriers souverains (sur le plan législatif et exécutif), fédérés localement, régionalement et nationalement est ce qui permettra d'oblitérer l'existence de la bureaucratie.

Le gouvernement est l'exécutif élu et révocable de ces conseils. La démocratie suppose la participation croissante de l'ensemble des travailleurs à l'ensemble de la gestion sociale (6). L'Etat ouvrier devra laisser la liberté d'organisation à tous les partis qui se placent dans le cadre de la Constitution nouvelle, et pratiquer la démocratie ouvrière la plus large.

D'autre part, les organisations autonomes de défense de la classe ouvrière (de type syndical) devront être maintenues.

C'est autour de ces quelques axes que peut s'articuler le projet trotskyste de la "société de transition". Mais en dehors de la Ligue Communiste il existe assez peu de textes le définissant de façon claire dans les autres groupes : Révolution, Lutte Ouvrière, l'O.C.I- A.J.S ne sont guère prolixes à cet égard. Seule l'A.M.R est plus explicite.

V - L'AUTOGESTION

C'est là un grand thème de discussion dans l'ensemble de la gauche, de l'extrême-gauche et à la C.F.D.T. Les trotskystes sont sur ce problème très divisés. On opposera en particulier le courant lambertiste, fort critique à l'égard de ce projet, qu'il considère comme essentiellement corporatiste et qui vise, une fois de plus, selon lui, à briser la classe ouvrière ("diviser les travailleurs par entreprises en concurrence, les lier à la bourgeoisie par l'intermédiaire de la participation à la gestion de la faillite", tel est, selon l'O.C.I le sens de la stratégie de la C.F.D.T) et celle du courant "pabliste" de l'A.M.R qui, lui, se prononce absolument pour un socialisme autogestionnaire (c'est même une des causes de la scission de 1964 par rapport à la 1Vème Internationale).

De fait, seules l'A.M.R et la Ligue Communiste ont véritablement tenté d'expliciter leur attitude à l'égard de ce problème.

• Selon l'A.M.R, l'autogestion doit être l'axe du programme de transition et constituer la base même de la société socialiste. Ce courant fait référence essentiellement aux entreprises de la Yougoslavie, de l'Algérie Benbelligiste, des "grèves actives" de mai 1968 en France. (Une grande importance est accordée aussi au programme du P.C tchécoslovaque mis au point peu avant l'intervention du pacte de Varsovie). La perspective de l'autogestion - qui doit être globale dans la société - est le moyen de présenter un autre visage du socialisme que celui que diffusent les Etats bureaucratiques de l'Est européen.

• Pour la Ligue Communiste, il y a, par contre, des problèmes de capacité de gestion qui se poseront au moment du passage à la société de transition. C'est pourquoi elle écrit que "le processus cohérent est d'associer

(6) "Le but ultime est de faire assumer gratuitement les fonctions d'Etat par tous les travailleurs en dehors de leur temps de travail"
page 39 du Manifeste.

dans une co-gestion commune un directeur (nommé ou élu) (7) et les cadres techniques au comité d'usine composé d'ouvriers élus par leurs camarades". Les comités organisent la production, mais aussi défendent les ouvriers qui les détiennent. Ils sont aussi "la grande école de gestion" pour les travailleurs (Manifeste de la Ligue, pages 40-41). Il y a donc là, apparemment, une conception plus restrictive de l'autogestion que chez l'A.M.R - qui reste malgré tout moins précise.

Cependant, il semble qu'il y ait actuellement une grande confusion en ce qui concerne le débat sur l'autogestion et que cette confusion repose avant tout sur la question des périodes ou des étapes. L'A.J.S, par exemple, critique "pablistes" et C.F.D.T parce qu'elle pense qu'ils veulent réaliser l'autogestion maintenant et indépendamment du type de propriété des entreprises. Or le courant trotskyste qui parle d'autogestion est unanime à penser que celle-ci n'a de sens que dans la société socialiste. Actuellement la revendication des révolutionnaires doit être celle du contrôle ouvrier, ce qui exclut toute forme de récupération ou d'intégration. Et s'il faut parler d'autogestion, il s'agira de celle des luttes (la grève aux grévistes, les décisions relèvent de la seule compétence de l'assemblée des travailleurs syndiqués et non syndiqués).

D'une façon générale, et cela est bien clair à la Ligue Communiste - qui a publié une brochure sur ce sujet - l'autogestion, ou la gestion ouvrière ne peut prendre corps qu'après la constitution d'un Etat ouvrier.

Il faut ajouter que, selon les trotskystes, l'autogestion doit être combinée avec une planification, elle-même fondée sur les choix des conseils de travailleurs, mais introduisant la cohérence de l'action sociale et économique. Elle doit permettre de lutter contre ce qu'on appelle "l'égoïsme d'entreprise".

0 0

0

(7) C'est là une alternative que critique sévèrement l'A.M.R pour qui le directeur ne saurait être qu'élu, sinon on ne peut parler de gestion ouvrière.

LES ORGANISATIONS TROTSKYSTES

I - L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (O.C.I.)

Issue comme toutes les organisations trotskystes sauf Lutte Ouvrière, du Parti Communiste Internationaliste, parti de la IVème Internationale fondée en 1938. Ce parti, né après la guerre a connu dès 1952 une scission entre les lambertistes du nom de LAMBERT, militant du PCI et les frankistes de Pierre FRANCK. Les lambertistes ont constitué l'OCI qui s'est surtout fait connaître par ses militants étudiants et enseignants. Les premiers ont en effet, constitué plusieurs organisations de jeunes, la Fédération des étudiants révolutionnaires FER devenue en 1968, après dissolution, reconstitution, reconnaissance officielle par un décret annulant la mesure de dissolution l'AJS, Alliance des Jeunes pour le Socialisme.

L'O.C.I a été par ailleurs, exclue d'un Comité international pour la reconstitution de la IVème Internationale et se trouve donc isolée.

Ses membres militent dans les syndicats FO et à la FEN. Ils sont des soutiens très sûrs des directions de ces deux syndicats. Ils ont été pratiquement absents de toutes les mobilisations de l'extrême-gauche.

L'A.J.S (Alliance des jeunes pour le socialisme) 5 à 6000 adhérents, est le mouvement de jeunesse de l'O.C.I. Elle s'est fait remarquer par la bataille qu'elle a menée pour prendre en mains l'UNEF, dont les militants communistes (P.C) réclament également le siège. Il est souvent plus fait état de l'A.J.S que de l'O.C.I.

Stratégie : l'O.C.I vit repliée sur elle-même au rythme des manifestations "centrales" qu'elle organise périodiquement sur de grands thèmes. Elle préconise le front unique ouvrier, conception défendue par TROTSKY à la veille du front populaire en France.

Elle lutte donc pour une unité réelle des partis ouvriers dans lesquels elle classe le P.S mais pas ses dirigeants actuels. MOLLET et SAVARY étant des dirigeants ouvriers. MITTERAND n'en est pas un.

L'A.J.S et l'O.C.I se battent donc dans le cadre d'une stratégie frontiste à condition que cette stratégie puisse rapidement être débordée par les Comités d'Action Ouvrière (C.A.O) dans le cadre d'une crise révolutionnaire.

Ces organisations acceptent la théorie léniniste : Parti Révolutionnaire Centralisé préparant l'insurrection armée des masses, fraction dans les syndicats (FO et CGT)

L'O.C.I et donc l'A.J.S ne considèrent pas la C.F.D.T comme une organisation ouvrière, mais comme une organisation cléricale, fille aînée de l'église catholique et instrument de la hiérarchie catholique.

Construire l'organisation révolutionnaire est le thème principal de l'A.J.S et de l'O.C.I qui ont une confiance quasi-aveugle dans le mythe de l'organisation.

En ce qui concerne le passage au socialisme, ces militants sont restés fidèles à une conception pure et simple du programme de "transition de TROTSKY"

II - LA LIGUE COMMUNISTE (Journal "ROUGE")

"Fondée à Pâques 1969, au cours d'un congrès clandestin, elle rassemblait alors des militants issus d'une lutte d'opposition au sein du P.C.F et de l'Union des Etudiants Communistes ayant constitué la J.C.R, de militants du P.C.I, et, surtout de nombreux militants ayant rejoint le combat révolutionnaire au cours des journées de Mai Juin 1968".

Ce mouvement, adhérent à la IVème Internationale, progresse en audience (environ 5000 adhérents) et en moyens organisationnels (environ 30 permanents).

Il dispose d'une organisation structurée, de militants qui se vouent sans compter à leur organisation (caractéristique générale à l'ensemble des groupes).

La Ligue Communiste a tenu un rôle non négligeable dans les actions et campagnes de l'extrême-gauche, que ce soit sur l'armée, au moment du procès de Burgos, pour l'affaire DUYOT, la lutte anti-fasciste, le Viêt-Nam (F.S.I).

Des militants de la Ligue Communiste sont présents dans quelques entreprises, à la C.G.T et à la C.F.D.T (sur laquelle elle a écrit une brochure), où ils tentent de faire reconnaître le droit de tendance.

La Ligue Communiste se bat principalement pour la construction du parti révolutionnaire. Cette volonté de subordonner toute activité à la constitution de l'organisation elle-même amène certaines conséquences politiques:

- Refus de participer à des cartels d'organisations plus ou moins formels : la Ligue a quitté Secours Rouge,
- Souci d'apparaître de façon autonome, dans les manifestations notamment,
- Rejet d'organisation des luttes sous forme de comités plus ou moins spontanés.

Stratégie :

C'est une stratégie de luttes de classe. Elle a comme base la conception leniniste du parti révolutionnaire. Ce parti aura comme tâche de faire la révolution. Il est une avant-garde.

La Ligue Communiste se définit comme marxiste révolutionnaire.

Elle critique la bureaucratie stalinienne et rejette la stratégie frenétique. Son objectif est la destruction de l'état bourgeois.

Cette stratégie est justifiée selon elle par la montée des luttes ouvrières, la crise du stalinisme et de l'impérialisme.

Il faut donc construire et renforcer la IVème Internationale car un des objectifs de la Ligue est également de construire le parti mondial de la révolution socialiste.

Le passage au socialisme. Il est fidèle au schéma leniniste : construire un parti révolutionnaire en liaison avec les luttes ouvrières qui renaissent. Ce parti aura comme tâche d'unifier les luttes ouvrières et populaires vers la révolution socialiste.

Le passage au socialisme se fera au cours d'une crise révolutionnaire sur le thème du contrôle ouvrier.

Lors de cette crise provoquée par une guerre de classe prolongée, la grève insurrectionnelle armée sera le moyen de détruire l'état bourgeois et d'instaurer le pouvoir ouvrier.

L'objectif de cette prise de pouvoir, c'est l'instauration de la dictature du prolétariat sur la base du programme révolutionnaire. La Ligue explique à cette occasion que cette dictature du prolétariat portera sur le pluri-partisme et le respect de l'indépendance des syndicats.

Pour la Ligue Communiste le travail "syndical" doit être centré prioritairement sur la C.G.T, car c'est le syndicat ouvrier par excellence. Mais la Ligue privilégie la C.F.D.T par rapport à F.O.

III - LUTTE OUVRIERE

Ce groupe représente une tendance qui, en 1940, refusa de rejoindre les comités français pour la IVème Internationale. Depuis cette époque, ce petit groupe de 3000 à 3500 adhérents vit sur lui-même avec des méthodes organisationnelles clandestines. Son activité est surtout orientée vers les entreprises où elle diffuse son journal "LUTTE OUVRIERE", des bulletins de boîtes. Animé par François DUBURG, ce groupe est très particulier dans l'extrême-gauche. Bien souvent, en effet, il a fait "bande à part" des autres groupes d'extrême-gauche.

Lutte Ouvrière estime que toutes les autres organisations trotskystes ont trahi la IVème Internationale bien qu'elles s'en réclament. Elle conteste la démarche opportuniste des autres groupes trotskystes et met en avant, face à eux, la priorité de l'implantation en milieu ouvrier.

Lutte Ouvrière conteste donc la prise de pouvoir par l'Armée Rouge ou l'Armée populaire chinoise et reste fidèle aux principes bolchéviques : organisation prolétarienne de révolutionnaires professionnels, clandestins.

Au niveau international et pour L.O, la Chine et Cuba ne sont pas des états socialistes. Ceci est lié à son refus de prendre en considération les phénomènes anti-colonialistes.

Elle a une conception internationaliste de la prise de pouvoir par la classe ouvrière. Cette prise de pouvoir est entendue comme la destruction de l'état bourgeois, par l'armement des travailleurs.

La transition est orthodoxe : elle est proche de celle définie par le programme de transition de TROTSKY.

En ce qui concerne les syndicats, L.O a également une conception particulière. Il s'agit de militer prioritairement à la C.G.T et d'y constituer une fraction et en cas d'impossibilité ou d'exclusion, aller soit à F.O, soit à la C.F.D.T qui sont mises sur le même plan. Il ne s'agit donc que d'un pis aller.

En règle générale c'est surtout vers F.O que se porte ce choix car il est plus facile d'y prendre la direction d'une section et d'y avoir une action tout à fait autonome.

L.O se prononce sans ambiguïté pour le droit de fraction "les militants de Lutte Ouvrière, pour leur part, revendiquent le droit de défendre dans les organisations syndicales leurs idées, ils revendiquent le droit d'y obéir à la discipline de parti (ce qui ne regarde finalement qu'eux)" Extrait de L.O n° 219 et de Rouge n° 181 page réservée à L.O pour le débat Ligue - L.O.

IV - REVOLUTION

Ce mini-groupe (200 militants environ), est le produit d'une scission de la Ligue Communiste en mars 1971. Ces militants reprochaient à la Ligue son absence de travail de masse dans le Secours Rouge et son absence de confiance dans les initiatives de masse. Des désaccords existaient aussi au sujet de l'adhésion à la IVème Internationale.

Parti d'une critique des positions de la Ligue, "Révolution" a cru trouver dans la Révolution Culturelle chinoise un moyen de dépasser le trotskysme et sa vision trop organisationnelle. Mais les limites mises au mouvement de masse en Chine même, font reculer la validité théorique des analyses de "Révolution".

Dès lors, "Révolution" se livre à un travail théorique relativement difficile à comprendre par les travailleurs, basé sur l'idée de l'Autonomie du mouvement de masse.

Peu présent dans les entreprises, "Révolution" s'implante un peu chez les lycéens.

En ce qui concerne les syndicats, l'activité est centrée sur la C.F.D.T car ils considèrent que les révolutionnaires ne peuvent jouer un rôle que dans ce syndicat.

V - ALLIANCE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE (A.M.R.)

Ce petit groupe, une centaine de militants, est lié à l'existence d'un ancien dirigeant trotskyste : Michel RAPTIS, dit aussi PABLO qui, avec Pierre FRANCK, prôna l'entrisme au PCF en 1952. Depuis, FRANCK et PABLO se sont séparés en 1965, et le groupe continue de vivre rattaché à la tendance marxiste révolutionnaire de la IVème Internationale. Les journaux de l'A.M.R sont "l'Internationale" et "le Drapeau du Socialisme".

Peu sectaire, ce groupe prône l'autogestion. Il défend l'idée que face aux manœuvres réformistes de l'Union de la Gauche, il faut donner aux travailleurs le mot d'ordre de "gouvernement des travailleurs", permettant un débordement des appareils. L'A.M.R participe à toutes les alliances unitaires du mouvement révolutionnaire. Ce groupement est quasiment absent dans les entreprises.

Lors de la rencontre ouvrière qui a eu lieu à Clichy, l'A.M.R a voté, avec le P.S.U un texte qui refusait l'organisation de fraction ou de tendance dans les syndicats.

VI - LE PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Ce groupe représente la section française de la tendance "posadiste", une des branches latino-américaines de la IVème Internationale. Nous ne le mentionnons que pour mémoire. Ce groupe est quasiment inexistant. Il a cependant un journal "Lutte Communiste".

CONCLUSION

Les différents courants trotskystes ont en commun la référence au bolchévisme et au léninisme. Ils ont aussi en commun la référence à la construction d'un parti mondial de la Révolution ; ce rejet des voies nationales et de tout chauvinisme est certainement un des traits les plus importants des positions défendues par les trotskystes. La plupart des organisations trotskystes prétendent toutes construire ou reconstruire une internationale avec ce même mécanisme qu'elles mettent en France à vouloir construire le parti révolutionnaire.

TROTSKYSME ET SYNDICATS

Pour montrer la conception qu'ont les trotskystes de l'organisation syndicale et l'action qu'ils entendent y mener, nous nous contenterons de reprendre les textes de TROTSKY lui-même et des organisations qui s'en réclament.

Dans les textes de TROTSKY, il est question du Parti Communiste, Ce qui est dit se rapporte donc aussi bien aux organisations trotskystes qu'au PCF actuel qui a utilisé exactement les mêmes méthodes pour s'assurer le contrôle de la C.G.T.

Etant donné qu'il s'agit d'extraits, nous citons les brochures ou livres d'où ils sont tirés, de façon à ce que les militants qui le désirent puissent en prendre connaissance et vérifier ainsi que les extraits choisis ne sont pas en contradiction avec l'ensemble du texte.

• •

REVOLUTIONNAIRES ET SYNDICATS - extrait de "lutte ouvrière" ou la tendance prolétarienne" de F. LOURSEI
Aout 1971

"Faut-il militier dans les syndicats ?

La question syndicale est une question fondamentale, et elle mérite qu'on s'y arrête :

Le but des militants révolutionnaires est clair : une révolution sociale instaurant la dictature du prolétariat, seul moyen de briser la résistance des anciennes classes exploiteuses, seul moyen de préparer l'avènement du communisme.

Mais ils ne s'adressent pas à une classe ouvrière vierge d'influences politiques et spontanément révolutionnaire, qu'ils pourraient entraîner par la simple propagande socialiste et la justesse de leurs mots d'ordre.

Dans presque tous les pays, existent les syndicats : ils organisent directement une quantité variable d'ouvriers (très forte en Allemagne, par exemple, plus faible en France) mais leur influence sur la classe ouvrière dépasse largement le cercle des syndiqués.

Les organisations syndicales existent de longue date : elles ont une fonction propre : celle de la défense des intérêts immédiats des travailleurs contre les empiétements incessants du capital, celle de permettre aux travailleurs de vendre leur force de travail dans les meilleures conditions possibles.

On, dans l'écrasante majorité des cas, ils sont dirigés par une bureaucratie réformiste. Dans l'écrasante majorité des cas, ils constituent pour les partis social-démocrates ou staliniens qui les dirigent l'instrument privilégié pour maintenir leur influence politique sur la classe ouvrière.

.../...

Voilà quelles sont généralement les données de la situation. Il serait naïf et inefficace de chercher à "contourner" l'existence des organisations syndicales. Le problème, pour les militants révolutionnaires, est de savoir comment, dans un tel contexte, ils pourront gagner les masses à la stratégie révolutionnaire et les préparer au renversement de l'Etat bourgeois.

Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste ont fait le choix de travailler dans les syndicats. Ce travail est conçu comme une des médiations tactiques indispensables pour arracher les masses à l'emprise du stalinisme et du réformisme classique, et les gagner au combat révolutionnaire.

La réalisation de cette tâche est d'autant plus importante qu'elle est une condition absolue du succès de la prise du pouvoir : Lénine expliquait que la lutte contre la bureaucratie réformiste de son temps (Jouhaux, Henderson Legien...), devait être menée avec la dernière des énergies, car :

" Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré ..."

TROTSKY expliquera beaucoup plus tard (août 1940) dans "Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste" qu'en dépit de l'intégration croissante des syndicats à l'appareil d'Etat, les données du problème tel qu'il était posé par Lénine n'ont pas fondamentalement changé :

" en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive dans l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats, non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant et devient, dans un certain sens même révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultra-fidèle à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamné à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort".

On ne saurait mieux résumer les raisons essentielles qui fondent l'intervention des militants révolutionnaires dans les syndicats. Nous devons cependant aujourd'hui les tentatives rarement ultra gauches qui s'orientent délibérément vers la création de "syndicats rouges" ou de groupes parallèles ultra-minoritaires, pure et dure, sous le prétexte que les syndicats sont pourris et qu'aucun travail n'y est plus possible.

La reconnaissance commune de la nécessité d'une activité au sein des syndicats n'est pas une simple banalité : elle constitue un puissant démarquant face à la pratique de divers groupes mao-spontanéistes.

Mais en même temps, pour la Ligue Communiste comme pour Lutte Ouvrière, si l'activité syndicale est nécessaire, elle ne saurait pour autant se suffire à elle-même :

" Le militant révolutionnaire d'entreprise n'est pas un syndicaliste en ce sens que, pour lui, le syndicat n'est pas une fin en soi, mais un des moyens à employer dans la marche à la révolution prolétarienne."

.../...

COMMUNISME ET SYNDICALISME extrait de "Classe ouvrière, parti et syndicat" de Léon TROTSKY

" La question des syndicats est l'une des plus importantes qui soit pour le mouvement ouvrier et, par voie de conséquence, pour l'opposition. Dans une position précoise sur cette question, l'opposition sera incapable de gagner un jour une influence réelle sur la classe ouvrière. C'est pourquoi il me semble nécessaire de soumettre ici à la discussion un certain nombre de considérations sur la question des syndicats.

Le parti communiste est l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat, l'organisation de combat de son avant-garde, qui doit s'élèver au rang de guide de la classe ouvrière partout où elle combat et, par conséquent, aussi dans le mouvement syndical."

QUE FAIRE DANS UN SYNDICAT extraits de "Classe Ouvrière, parti et syndicat" de Léon TROTSKY -

L'intervention des militants révolutionnaires dans les syndicats :

" La lutte partielle entamée par les travailleurs d'une entreprise sur des questions de salaire ou de conditions de travail doit être l'occasion, pour les militants révolutionnaires, de travailler à cette unification de la classe contre la volonté de bureaucraties syndicales et politiques."

Dans ces conditions où le travail est particulièrement difficile, "la vraie politique bolchévique doit avoir un caractère offensif, hardi et manoeuvrier", "Hardi et offensif" dans le combat de classe, "manoeuvrier" par rapport aux directions en place. Il faut apprendre à travailler "discrètement" dans les syndicats."

TROTSKY - (Programme de Transition)

" Le système des noyaux dans l'organisation syndicale, qui a été adopté par les révolutionnaires, ne représentait que la forme la plus naturelle pour l'influence idéologique et pour l'unité de front applicable sans détruire l'unité de l'organisation."

TROTSKY - (Le Front Unique)

" Le Parti ne peut organiser son influence sur la vie des syndicats que dans la mesure où ses membres travaillent dans ces syndicats et y font admettre le point de vue du Parti. Leur influence sur les syndicats dépend naturellement de leur nombre ainsi que de leur façon d'appliquer dans une juste mesure, d'une manière conséquente et appropriée, les principes du Parti aux besoins particuliers du mouvement syndical. Le Parti a le droit et le devoir de se proposer d'atteindre dans cette voie une influence décisive dans les organisations syndicales. Il y arrivera lorsque le travail des communistes dans les syndicats sera complètement et en tout conforme aux principes du Parti et se fera sous son contrôle permanent."

TROTSKY - (Le Front Unique)

" Si les syndicats ne sont pas sous la dépendance du Parti, mais sont des organisations complètement autonomes, les syndiqués communistes, de leur côté, ne peuvent prétendre à aucune autonomie dans leur activité syndicale et ne doivent que défendre le programme et la tactique de leur parti. On doit condamner sévèrement la conduite de certains communistes qui, non seulement, ne luttent pas dans les syndicats pour l'influence du Parti, mais s'opposent à une action dans ce sens au nom d'une fausse interprétation de l'autonomie syndicale."

TROTSKY - (Le Front Unique)

" Dans ces conditions, le rôle dirigeant du parti doit être direct, visible et immédiat. Les syndicats, évidemment pas ceux qui sont passés de l'autre côté de la barricade, deviennent de fait, l'appareil organisationnel du parti qui, au vu et au su de la classe ouvrière toute entière, assume la direction de la révolution et porte toute la responsabilité du mouvement".

TROTSKY - (Communisme et syndicalisme)

RESOLUTION DU 2ÈME CONGRÈS DE LA "LIGUE COMMUNISTE" SUR LE TRAVAIL

OUVRIER - JUIN 1971 -

I- Mai 1970 a ouvert une période d'instabilité prolongée. La combativité ouvrière ébranle la politique d'intégration de la bourgeoisie et de collaboration des directions syndicales. C'est cette combativité que le grand capital et le gouvernement tentent de noyer. Cette tentative est d'autant plus précipitée qu'aujourd'hui, le grand capital a encore des marges financières susceptibles de rendre plausible sa politique de contrats et d'intégration qu'il risque de voir s'amenuiser demain. L'année 1970 a ainsi vu fleurir les contrats. L'année 1971, aussi bien avec les grèves de Batignolles que de Renault, a montré la volonté claire du grand capital et du gouvernement de faire en sorte que le combat ne puisse payer et que seuls les contrats paient.

La difficulté de réaliser son projet mais la nécessité supérieure de le faire conduisent le patronat à affronter la classe ouvrière. La combativité des travailleurs rend dès lors plus difficile la politique contradictoire des directions syndicales.

Mais l'absence de perspective politique crédible pour la classe ouvrière, alternative à la perspective réformiste des démocraties avancées la faiblesse des organisations révolutionnaires expliquent la multiplication de grèves dures mais sectorielles, leur non généralisation.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les débordements temporaires auxquels on assiste aujourd'hui, témoins de la volonté de lutte des travailleurs, mais d'un niveau de conscience encore bas : si les grèves illimitées avec occupation se multiplient, souvent au départ en dehors du cadre syndical, le nombre de comités de grève élus, le degré d'auto-organisation de la classe ouvrière restent faibles. De même, l'érosion de la base cégétiste est réelle, les sections syndicales qui déperissent sont nombreuses.

.../...

mais les répercussions de cet état de fait se font encore peu sentir dans les élections professionnelles. Enfin l'audience des révolutionnaires croît, mais la direction du PCF, dans la CGT, contrôle la plupart des grèves ouvrières.

De cet ensemble de faits, il découle qu'il est peu probable de tabler à court terme sur un nouveau "Moi", l'hypothèse la plus vraisemblable c'est que les mois à venir seront marqués par des convulsions nombreuses, des luttes intenses, interrompues temporairement par la conjonction d'intérêts qui s'opère de fait entre les bureaucraties syndicales et le pouvoir.

Mais les temps d'arrêt ou les reculs, inévitables dans la conjoncture actuelle n'ont rien à voir avec un reflux prolongé et une défaite ouverte de la classe ouvrière. Cette conjoncture favorise ou contrarie l'intervention de la Ligue et le développement de son implantation ouvrière : au cours de ces luttes se forge l'avant-garde ouvrière, elle s'éduque, elle est plus réceptive à nos explications, elle favorise l'accumulation de militants ouvriers.

II - Depuis le 1er Congrès, nous sommes intervenus selon deux axes : intervention au sein des syndicats dans la perspective de création d'une tendance "lutte de classes", intervention politique centrale de l'organisation (feuilles d'agitation sur les entreprises, campagnes nationales, etc...) les deux axes restant fondamentalement les mêmes aujourd'hui.

Pendant deux ans, nous avons jeté nos forces dans l'intervention ouvrière : avec des résultats inégaux, un début d'accumulation primitive a été réalisé. De nombreux groupes ouvriers sympathisants se sont structurés autour des feuilles d'entreprises une audience de masse s'est dégagée.

A/ Accroître cette audience et la capitaliser implique la structuration d'un courant de masse au sein même des organisations syndicales : notre tâche, c'est de construire une tendance syndicale "lutte de classes". Cette tendance ne peut apparaître avec un siège national ou à partir d'une base de masse réelle et de cadres syndicaux gagnés à notre perspective. Il faut donc dans l'immédiat dégager un tel courant dans les sections syndicales et mener les premières batailles de tendance dans les congrès syndicaux, comme cela a commencé à être fait sur les augmentations égales, les contrats, etc...

En effet, la tendance syndicale ne saurait se résumer à un halo de militants circonscrits autour de la fraction de la Ligue par un bulletin clandestin : elle est un courant de masse se regroupant autour d'une plate-forme syndicale menant la bataille dans les instances syndicales.

Nos militants se présentent à nos partenaires de tendance avec notre programme de transition, mais ils ne font pas un ultimatum de tout ou partie de son adoption. A chaque moment, ils ne fixent qu'une limite minimum au programme "lutte de classes" de rassemblement de la tendance. Celui-ci s'établit en fonction du point d'évolution de l'avant-garde avec laquelle nous travaillons.

Les rythmes de développement de la tendance sont à différencier selon les confédérations : probablement plus rapide à

la C.F.D.T. qu'à la C.G.T. en raison de l'appareil stalinien, une telle perspective ne justifie pas que l'on revienne sur la priorité accordée au travail dans la C.G.T. : cette centrale reste celle qui influence la majorité de la classe ouvrière.

Néanmoins, le travail dans la C.F.D.T. se justifie par le fait que l'évolution de cette centrale est aussi le fruit de la composition du stalinisme : c'est dans la C.F.D.T. que s'est retrouvée après Mai, une partie des couches radicalisées de la classe ouvrière. En conséquence, le travail dans la C.F.D.T. nous permet dans certains cas d'animer un travail de masse au sein des entreprises. Cela signifie que l'adhésion à la C.F.D.T. ne se pose pas seulement lorsque nos militants sont exclus de la C.G.T. : les choix tactiques faits concernant l'implantation de la C.F.D.T. doivent être soumis aux directions de villes et aux commissions ouvrière à qui en dépendent. La condition de développement de notre travail de masse dans le but de constituer cette tendance, c'est qu'existe au préalable une fraction Ligue structurée, charpente de la tendance.

B/ Cette intervention est épaulée par l'apparition publique de l'organisation qui s'effectue par :

- les feuilles d'agitation distribuées sur les entreprises, qui martèlent des thèmes d'intervention tels que augmentations uniformes, démocratie syndicale, contrats, etc...
- des campagnes nationales autour d'un objectif précis : par exemple la campagne Hénot et la démocratie syndicale,
- des campagnes de solidarité politique à des luttes en cours,
- des campagnes régionales (emploi...).

Dans certains cas, ces campagnes pourront être menées unitairement, notamment avec L.O. et le P.S.U.

III - Nous devons faire le point sur la question du contrôle ouvrier : l'utilisation manifestement erronée qui a été faite de ce problème en divers endroits nous a amenés à abandonner toute propagande transitoire : nous en sommes restés au niveau des revendications unifiantes de la classe ouvrière sans poser le problème du pourvoir patronal. Une discussion doit être engagée sur ce point au plus vite.

De même, il nous faut préparer du matériel sur le thème "quel socialisme nous voulons", populariser notre conception de démocratie prolétarienne, pour donner du socialisme une autre image que celle des rays de l'Etat.

IV - Le 2ème Congrès de la Ligue doit donner au travail ouvrier les moyens de décoller. Ces moyens sont avant tout organisationnels :

A/ Le BP et l'ensemble des directions doivent participer directement à la direction du travail ouvrier et ne pas s'en remettre aux seules CNO. L'encaissement des cellules ouvrières doit être renforcé.

B/ Des responsables de tranches doivent être mis en place là où ils n'existent pas encore.

C/ La direction ouvrière aura pour tâche d'aider les

.../...

différentes commissions ouvrières des villes à fonctionner en mettant en place sur chaque ville la réunion au moins mensuelle de la fraction (la fraction comprenant les militants syndiqués et les militants dirigeant le travail des cellules ouvrières).

En mettant en place de rentables écoles ouvrières favorisant la formation théorique et pratique aux militants ouvriers de l'organisation (notamment sur les problèmes d'animation syndicale).

D/ La CNO avec les responsables de branches doit rédiger un bulletin ouvrier régulier diffusé à tous les milieux de l'organisation, préparer les congrès syndicaux, prendre en charge la rédaction de plaquettes ouvrières de masse (en particulier sur les problèmes suivants : fusion syndicale avec droit de tenance, les contrats, l'emploi, nationalisations et contrôle ouvrier, bilans de grèves, manifeste aux militants syndicaux qui doit au préalable être discuté par l'ensemble de l'organisation dans lequel doivent être incluses des expériences concrètes de contrôle ouvrier).

E/ Tous les deux mois, doit être réunie une CNO, élargie avec les cadres effectifs du travail ouvrier de l'ensemble de l'organisation.

F/ Enfin, deux fois par an au moins, doit être préparée une Conférence Nationale Ouvrière.

Le 2ème Congrès de la Ligue Communiste réaffirme la priorité donnée aux tâches de formation. Le recrutement de notre organisation ne se limite pas aux cadres organisateurs de la classe, mais touche aussi aujourd'hui de nombreux jeunes travailleurs sans passé syndical ou politique.

Les tâches de la nouvelle direction en matière de formation, plus particulièrement en matière de "formation ouvrière" sont les suivantes :

• mise sur pied à l'échelon des villes d'école de formation ouvrières, complémentaires aux écoles de formation déjà en place. La direction devra se charger de déterminer les programmes de ces écoles.

• mettre en place une politique d'édition de brochures de formation élémentaire (les données de base du marxisme, les rapports parti syndicats...).

(Extrait du Bulletin Intérieur de la Ligue Communiste, supplément à ROUGE - n° 120 Juin 1971)

0-0-0-0
0-0-0
0-0
0-

CONCLUSION

A la lecture de ces différents textes, nous pouvons en conclure :

- 1/ que les militants communistes n'adhèrent à une organisation syndicale que sur les directives de leur parti ;
- 2/ qu'ils restent à chaque instant sous la dépendance de leur parti,
- 3/ que leur objectif est de parvenir à exercer une influence décisive sur le mouvement syndical pour l'arracher à "l'emprise du stalinisme et du réformisme classique".
- 4/ que, pour parvenir à leurs fins, il leur faut s'organiser en tendance ou en fraction.
- 5/ que ces organisations contestent à l'organisation syndicale le droit et la possibilité de dégager indépendamment des partis politiques des objectifs, des orientations et des moyens pour aller vers le socialisme.

00000000
0000000
00000
000
0

LA C.F.D.T. ET LA DÉMOCRATIE SYNDICALE

Les organisations qui s'inspirent de la conception marxiste-léniniste du syndicat, affirment que la démocratie syndicale ne peut exister qu'avec la reconnaissance du droit de tendance ou de fraction.

Or une tendance ne se crée pas comme un gadget. Toute tendance a pour vocation l'accroissement de son influence, l'infléchissement de l'action syndicale sur ses propres positions, enfin la prise de contrôle du syndicat ; tous ses actes seront orientés dans ce sens. C'est alors la porte ouverte aux alliances circonstancielles et aux manipulations bureaucratiques.

Créer des tendances à l'intérieur du syndicat c'est, en fait, enlever aux militants ouvriers le droit d'analyser leur propre expérience, d'élaborer leur propre action, au profit d'organisations souvent extérieures aux terrains de lutte, c'est en fait, revenir à la conception de guide éclairé conduisant la classe ouvrière.

TENDANCES OU FRACTIONS

La ligue Communiste qui souhaite voir reconnaître le droit de tendance à la C.F.D.T. est opposée à Lutte Ouvrière qui souhaite voir reconnaître le droit de fraction.

En dehors du fait qu'il est difficile de s'y retrouver dans les subtilités avancées par la Ligue pour distinguer "le droit de tendance" de la fraction, nous pouvons dire que l'aboutissement logique de l'un comme de l'autre est bien la subordination du syndicat à un parti, ce qui est conforme à la conception marxiste-léniniste du syndicalisme.

NOTRE CONCEPTION DE LA DÉMOCRATIE SYNDICALE

Elle s'appuie sur le fait :

- 1/ que tout travailleur qui par sa propre expérience, développe sa prise de conscience politique jusqu'à devenir un militant ouvrier, trouve sa place dans nos structures syndicales.

- 2/ que soit garanti et délibérément voulu que tous les militants se retrouvent collectivement dans leurs structures syndicales. Qu'ils puissent analyser de façon critique les actions auxquelles ils ont participé pour en tirer les enseignements nécessaires aux actions futures, et défendre à l'intérieur de leur syndicat, union syndicale, fédération ou confédération leurs points de vue.

La politicisation de la classe ouvrière se développant, de nombreux militants ouvriers s'engagent dans les organisations politiques, il ne peut en aucun cas être demandé à ces militants "d'oublier" leurs partis à l'intérieur du syndicat. Un homme ne peut pas se dédoubler, mais cela entraîne des obligations ; pour les structures syndicales, la garantie de la plus libre expression au sein de la structure ; et pour le militant politique, le respect des règles démocratiques que s'est fixé le syndicat.

La démocratie n'est pas le droit d'introduire à l'intérieur du syndicat des tendances politiques extérieures à l'expérience de la classe ouvrière.

La démocratie c'est le droit à l'opposition, au désaccord, aux débats, à partir de l'expérience vécue par les militants ouvriers au sein de nos structures.

Nous nous opposons à la création de tendances car elles confisqueraient rapidement la démocratie au profit des "chefs de file" des diverses tendances laissant les autres militants et adhérents dans une position d'arbitre.

Nous sommes fermement opposés à la division du travail "penseurs politico-syndicaux = militants arbitres" les travailleurs de même que les militants, ne veulent pas arbitrer les débats inter-tendances. Ils veulent participer à l'élaboration de leur propre action. C'est ce fort sentiment qui s'est traduit par le "nous sommes tous délégués".

La démocratie de masse ne peut surgir des discussions entre chef de tendance, elle ne surgira que par la réflexion collective des militants à partir de leur propre expérience de lutte.

La C.F.D.T n'est pas et ne doit pas devenir une addition de tendances comme c'est le cas actuellement à la F.E.N. Elle ne doit ni devenir la chose d'un parti, ni le champ clos d'affrontements entre partis politiques.

Ce qui se passe dans la principale organisation syndicale d'enseignants nous démontre clairement ce à quoi a pu aboutir la reconnaissance du droit de tendance ou de fraction :

- sclérose de l'organisation qui est complètement paralysée par ses tendances,

- désintérêt de la grande masse des adhérents qui assistent en spectateurs aux débats organisés entre les leaders de chaque tendance ou entre les militants les plus politisés,

- caractère hétérogène de l'organisation dont les composantes font à peu près ce qu'elles veulent en fonction de leur orientation politique.

En ce qui concerne la C.F.D.T, nous considérons que nous devons dégager en tant que "cellule autonome" et en toute indépendance nos propres objectifs et orientations en fonction des réalités et aspirations des travailleurs et non en fonction de théories élaborées à l'extérieur de l'organisation syndicale et de la classe ouvrière.

Notre conception de la démocratie et de l'organisation syndicale fait que nous nous opposons à ce que la C.F.D.T tombe entre les mains d'une des tendances du mouvement ouvrier.

Les organismes directeurs de la C.F.D.T à tous les niveaux d'organisation ne sont pas faits à l'image des tendances, mais à l'image de ce que recouvre chacune des organisations.

C'est ainsi :

• qu'un syndicat sera représentatif des différentes sections d'entreprise,

que la fédération ou région le sera en fonction des syndicats qui la composent,

que la confédération le sera en fonction des principales fédérations et régions.

Cela signifie que ce qui compte dans une organisation syndicale, c'est de s'assurer la participation du plus grand nombre de militants plutôt que celle de militants partageant exactement les mêmes orientations politiques.

Il existe, il est vrai, des courants d'idées différents à la C.F.D.T. Cela est normal et même souhaitable dans la mesure où chacun peut s'exprimer et où la discussion permet la progression de toute l'organisation. Mais ces courants, s'établissent, à partir des réalités et problèmes syndicaux posés par les militants et adhérents de l'organisation et non en fonction des engagements extérieurs.

D'autre part, ces courants ne sont pas figés. Ils évoluent et se modifient par le jeu démocratique de l'organisation en fonction de problèmes précis posés à un moment donné, ex :

- congrès de 1970 où trois textes étaient déposés,

- mode d'action,

- la charte financière où des organisations se retrouvent avec des orientations différentes et que l'on retrouvait parmi les signataires des trois textes du Congrès de 1970.

Enfin, ces courants ne s'établissent pas à partir d'individus isolés de leur organisation syndicale.

Ils s'établissent à partir de S.S.E, syndicats, fédérations ou régions et les militants restent en permanence sous le contrôle d'un collectif syndical dont ils détiennent un mandat et non sous le contrôle d'une organisation politique qui leur dicte la ligne à suivre.

 0 0

0